



## Les grands titres:

- Soudan du Sud : le Conseil de sécurité appelé à imposer un embargo sur les armes et des sanctions ciblées supplémentaires
- La FAO préoccupée par la propagation d'une forme de grippe aviaire très virulente en Afrique
- Syrie : l'ONU préoccupée par la récente montée de la violence à Alep
- Mali : le site des Villes anciennes de Djenné ajouté à la Liste du patrimoine mondial en péril de l'UNESCO
- Mali : la MINUSMA déploré les violences meurtrières lors d'une manifestation

## **Soudan du Sud : le Conseil de sécurité appelé à imposer un embargo sur les armes et des sanctions ciblées supplémentaires**



Des déplacés internes dans le site de protection des civils de la MINUSS à Juba, au Soudan du Sud, se mettent à l'abri des combats entre la SPLA et la SPLA dans l'opposition. Photo : ONU / Eric Kanalstein

**13 juillet** - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a appelé mercredi le Conseil de sécurité de l'ONU à envisager de toute urgence l'imposition d'un embargo sur les armes au Soudan du Sud et l'adoption de sanctions ciblées supplémentaires contre les dirigeants et responsables qui entraveraient la mise en œuvre de l'Accord de paix.

« La situation actuelle dans le pays reste fluide et incertaine », a résumé M. Ladsous, lors d'une réunion du Conseil de sécurité sur la situation au Soudan du Sud. Il a rappelé qu'un cessez-le-feu avait été déclaré par le Président Salva Kiir, le 11 juillet au soir, avant d'être « apparemment » approuvé par le Premier Vice-Président Riek Machar. Le Secrétaire général adjoint a indiqué que le cessez-le-feu semblait être pour l'instant respecté dans la capitale Juba. Il a précisé que l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), du Président

Salva Kiir, semblait être en plein contrôle de la ville à l'heure actuelle.

M. Ladsous a souligné que la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) avait profité de cette accalmie pour réaliser des « patrouilles limitées » dans la capitale, afin d'évaluer la situation sécuritaire. A cette occasion, a-t-il ajouté, la MINUSS a constaté que les deux bases de cantonnement de l'APLS dans l'opposition, du Vice-Président Riek Machar, situées à l'ouest des montagnes de Jebel, avaient été désertées.

Tout en se félicitant de la cessation des hostilités, le Secrétaire général adjoint a appelé le gouvernement à garantir la liberté de mouvement et d'accès de la MINUSS et des acteurs humanitaires, afin qu'ils puissent fournir une assistance vitale à la population civile.

« Ce matin, nos partenaires humanitaires estimaient qu'au moins 42.000 civils avaient été déplacés par les combats à Juba. Sept mille d'entre eux ont trouvé refuge dans les deux camps de la MINUSS [à Juba] et les 35.000 restants se sont abrités dans le camp du PAM [Programme alimentaire mondiale de l'ONU], le camp des ONG et plusieurs églises de la ville », a indiqué M. Ladsous.



Il a ajouté que, selon un premier bilan fourni par le gouvernement, au moins 272 personnes ont été tuées dans les combats, dont 33 civils. « Je suis convaincu, cependant, que ce n'est que la partie émergée de l'iceberg, compte tenu des rapports alarmants au cours des derniers jours indiquant que des civils ont été empêchés de se mettre en lieu sûr, y compris d'atteindre les camps de l'ONU », a estimé le Secrétaire général adjoint.

Il a par ailleurs ajouté que « le caractère sacré » des locaux des Nations Unies avait été violé. « Il est totalement inacceptable de penser que les parties au conflit instrumentaliserait les sites de protection des civils [de l'ONU] », a-t-il dit. Il a précisé qu'au moins huit personnes étaient mortes et que plusieurs autres avaient été blessées dans et autour des sites de la MINUSS, en plus des deux soldats de la paix et du membre du personnel de l'ONU morts dans les combats.

« Nous restons extrêmement préoccupés par une possible reprise de la violence, qui risquerait de s'étendre à d'autres parties du pays, comme cela a été le cas par le passé », a déclaré M. Ladsous, précisant que, le 11 juillet, des combats ont eu lieu dans plusieurs villes en dehors de la capitale.

Estimant que seule une « approche politique et coordonnée forte » pourrait permettre de sauvegarder le processus de paix, il a jugé qu'une action concertée de la part des 15 membres était nécessaire. « Le Conseil de sécurité doit réexaminer de toute urgence [la possibilité d'imposer] un embargo sur les armes », a-t-il dit, déclarant que, de toute évidence, la menace d'un embargo n'était pas suffisamment dissuasive. Le Secrétaire général adjoint a également demandé au Conseil d'adopter « immédiatement » des sanctions ciblées supplémentaires contre les dirigeants et les commandants qui entraveraient la mise en œuvre de l'Accord de paix.

« En outre, si la Mission doit être renforcée pour remplir notre mandat de protection des civils, y compris au moyen de troupes supplémentaires et de capacités plus robustes, tels que des hélicoptères de combat et des drones, il est impératif que ces renforts agissent sous le même mandat que les autres troupes et répondent à la même chaîne de commandement », a estimé M. Ladsous.

## La FAO préoccupée par la propagation d'une forme de grippe aviaire très virulente en Afrique



Photo Banque mondiale/Chhor Sokunthea

**13 juillet** - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a appelé mercredi à une vigilance accrue face à la propagation en Afrique de l'Ouest et centrale d'une forme de grippe aviaire particulièrement virulente.

« Les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale sont en alerte alors que le virus H5N1, une grippe aviaire hautement pathogène, continue de se propager dans la région, le Cameroun étant le dernier pays africain en date à détecter la maladie », a déclaré la FAO dans un communiqué de presse. « La souche peut contaminer les humains et les volailles et s'avérer fatale pour les deux espèces », a déclaré l'agence.

La FAO a précisé que les derniers foyers du virus H5N1 sont apparus dans des exploitations avicoles au Cameroun, menaçant ainsi la production nationale de volailles ainsi que celle des pays voisins. « Pour la première fois depuis 2006, la maladie a été détectée en Afrique centrale », a ajouté l'agence, précisant qu'au total, six pays d'Afrique de l'Ouest et centrale ont lutté contre la grippe aviaire, dont le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Niger et le Nigéria.

« Nous sommes confrontés à une maladie qui se propage rapidement et qui a des effets dévastateurs sur les moyens d'existence des communautés », a déclaré le Représentant régional adjoint de la FAO pour l'Afrique, Abebe Haile Gabriel.

Selon la FAO, le Nigéria continue d'être le pays le plus affecté, avec plus de 750 foyers au total et presque 3,5 millions d'oiseaux morts ou abattus. « Les nouveaux foyers enregistrés au Cameroun suscitent de grandes inquiétudes sur le fait que la maladie puisse se propager vers le sud et déclencher ainsi des interventions d'urgence à l'échelle nationale et mondiale afin de la contenir », s'est inquiétée l'agence, précisant que, dans ce cas de figure, des dépistages des éleveurs de volailles seraient également nécessaires.

Parallèlement, la FAO a mis en garde les gouvernements voisins en les a appelé à se montrer vigilants et à poursuivre leur surveillance accrue, ainsi que leurs efforts de prévention. « Il s'agit notamment de transmettre des messages communs au public et d'assurer le partage des données entre le secteur de la santé publique et celui de l'agriculture », a dit l'agence.

Depuis la première propagation internationale du virus en 2013, la souche H5N1 de la grippe aviaire a causé la mort de dizaines de millions de volailles et des dizaines de milliards de dollars de pertes dans le monde entier, y compris 20 millions de dollars de pertes pour le Cameroun, selon les médias locaux.

La FAO a dit travailler en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) pour venir en aide aux pays membres, avec notamment des évaluations des risques, des planifications de contingence, des conseils techniques et du matériel de laboratoire.

Au Cameroun, la FAO a déclaré avoir renforcé les capacités des services vétérinaires locaux en intervenant rapidement après l'apparition de nouveaux foyers et travailler avec le gouvernement afin de finaliser un plan d'action semblable à ceux appliqués dans d'autres pays touchés par le virus.

« Les interventions d'urgence comprennent la neutralisation des volailles infectées ou exposées à la maladie, la désinfection des installations et marchés et la gestion sécurisée des oiseaux morts », a précisé l'agence.

Parallèlement, les vétérinaires sont encouragés à utiliser des techniques de base comme le « retraçage en aval », qui consiste à déterminer l'endroit où les animaux infectés ont été vendus ou déplacés, et le « retraçage en amont », qui consiste à déterminer l'endroit où les animaux infectés ont été achetés ou leur lieu de provenance, a précisé la FAO, qui tente actuellement d'obtenir 20 millions de dollars pour soutenir son intervention régionale face au virus H5N1.

## Syrie : l'ONU préoccupée par la récente montée de la violence à Alep



Une jeune fille dans le camp pour personnes déplacées de de Bab Al Salame, à la frontière avec la Turquie, dans le gouvernorat d'Alep, en Syrie. Photo : UNICEF

**13 juillet** - Le Coordonnateur de l'action humanitaire de l'ONU en Syrie, Yacoub El Hillo, et le Coordonnateur régional des secours humanitaires pour la crise syrienne, Kevin Kennedy, se sont déclarés mercredi préoccupés par la montée de la violence à Alep, en Syrie.

« L'ONU est profondément alarmée par la montée de la violence dans et autour d'Alep, qui a mis en danger des centaines de milliers de personnes », ont déclaré deux responsables de l'ONU, dans une déclaration de presse conjointe.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), depuis le 7 juillet, des affrontements violents entre les forces syriennes et les groupes armés non étatiques ont rendu la route Castello, la dernière voie disponible pour accéder à la ville, infranchissable.

Les forces armées syriennes et kurdes auraient depuis pris le contrôle de la majorité de la route Castello, coupant du même coup la circulation humanitaire, commerciale et civile à l'est d'Alep et rapprochant 200.000 à 300.000 personnes de la ligne de front.

Avant cette récente montée de violence, l'OCHA estime qu'environ 10.000 à 30.000 personnes ont fui la région entre janvier et juin en raison de l'insécurité accrue.

« Bien qu'il soit difficile d'obtenir des informations sur l'est d'Alep, en raison des restrictions d'accès, c'est une des zones les plus touchées par le conflit ; la plupart de ses habitants dépendent fortement de l'aide humanitaire », ont précisé MM. El Hillo et Kennedy.

En effet, les deux coordonnateurs ont souligné que les forces syriennes ont intensifié les frappes aériennes sur les zones

rurales près d'Alep ces derniers jours, en plus des centaines de tirs de mortiers qui ont visé l'ouest d'Alep la semaine dernière et des explosifs anti-aériens répartis dans plusieurs quartiers civils, qui continuent de menacer les civils.

« Du 8 au 11 juillet, 57 personnes auraient été tuées, dont 15 enfants, et 497 ont été blessées », ont ajouté les coordonnateurs.

Ils ont rappelé que même si l'ONU et ses partenaires dans l'est d'Alep ont assez de nourriture pour soutenir 145.000 personnes pendant un mois, « les besoins humanitaires doivent être immédiatement adressés, y compris par le rétablissement des évacuations médicales de l'est d'Alep ».

« L'ONU déplore la propagation des hostilités à travers Alep et appelle toutes les parties au conflit à mettre fin à ses attaques aveugles contre des civils et à respecter pleinement le droit international humanitaire. L'ONU demande également à toutes les parties de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire », ont-ils ajouté.

## Mali : le site des Villes anciennes de Djenné ajouté à la Liste du patrimoine mondial en péril de l'UNESCO



Le site des Villes anciennes de Djenné, au Mali. Photo : UNESCO / Francesco Bandarin

**13 juillet** - Le Comité du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a annoncé mercredi avoir inscrit les Villes anciennes de Djenné, au Mali, sur la Liste du patrimoine mondial en péril, en raison de l'insécurité dans la région qui ne permet pas la mise en œuvre des mesures de protection du bien.

Dans le cadre de sa 40ème session, qui s'est ouverte dimanche à Istanbul, en Turquie, le Comité a exprimé dans un communiqué de presse sa préoccupation concernant ce bien situé dans une région affectée par l'insécurité. « Ce contexte ne permet pas de lutter contre les menaces qui affectent le site notamment la détérioration des matériaux dans la ville historique, la pression urbaine et l'érosion des sites archéologiques », a expliqué le Comité, lançant un appel à la communauté internationale pour soutenir le Mali dans ses efforts visant à assurer la protection du site.

Habité depuis 250 av. J.-C., le site des Villes anciennes de Djenné s'est développé pour devenir un marché et une ville importante pour le commerce transsaharien de l'or. Aux XVe et XVIe siècles, la ville a été un foyer de diffusion de l'islam. Ses maisons traditionnelles, dont près de 2.000 ont été préservées, sont bâties sur des petites collines toguere et adaptées aux inondations saisonnières. Le site a été inscrit en 1988 sur la Liste du patrimoine mondial.

La Liste du patrimoine mondial en péril est conçue pour informer la communauté internationale des conditions menaçant les caractéristiques mêmes qui ont permis l'inscription d'un bien sur la Liste du patrimoine mondial et pour encourager des mesures correctives.

La 40ème session du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO devait se poursuivre jusqu'au 20 juillet, sous la présidence de la Directrice générale des affaires culturelles et de la promotion à l'étranger du ministère turc des affaires étrangères, Lale Ülker.

## Mali : la MINUSMA déploré les violences meurtrières lors d'une manifestation



Des policiers sénégalais servant au sein de la MINUSMA au Mali patrouillent dans les rues de Gao. Photo ONU/Marco Dormino

**13 juillet** - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a déploré mercredi les violences survenues après qu'une manifestation a dégénéré la veille à Gao, dans le nord du pays, faisant quatre morts et de nombreux blessés.

Dans un communiqué de presse, la MINUSMA a condamné la violence et lancé un appel au calme, tout en déplorant les pertes en vies humaines occasionnées.

La Mission a noté que les autorités maliennes se sont engagées à diligenter une enquête « indépendante et impartiale » pour faire toute la lumière sur ces « regrettables événements ».

Selon la presse, cette manifestation dénonçait une disposition de l'accord de paix signé entre le gouvernement malien et les groupes armés en mai-juin 2015. Ce dernier prévoyait en effet la création d'autorités intérimaires dans les cinq régions administratives du nord du Mali, dont le déploiement est prévu à partir de vendredi, en remplacement des collectivités territoriales.

La MINUSMA a dit avoir, en amont et pendant la manifestation, tenté « d'apaiser la situation en favorisant le dialogue entre les autorités locales et les manifestants, dans le but de répondre aux préoccupations des différentes parties », efforts que la Mission a dit poursuivre à l'heure actuelle.

La Mission a encouragé toute initiative qui, « à l'instar du déploiement d'une importante délégation gouvernementale aujourd'hui à Gao », permettrait de « lever les malentendus éventuels et de familiariser la population sur les enjeux de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale, tout en générant son adhésion sur les voies et moyens envisagés pour sa mise en œuvre ».

La MINUSMA a réaffirmé son engagement à soutenir les efforts de toutes les parties maliennes engagées dans la recherche de la paix pour le peuple du Mali.